



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
22, rue des Pénitents Blancs  
87039 Limoges

Limoges, le 18/06/2026

Références : UD87-2026-118-r géorisques  
Code AIOT : 0006003990

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BÉTON VICAT**

4 rue Aristide Bergès  
Les 3 vallons  
38080 L'isle-D'abeau

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2026 dans l'établissement BÉTON VICAT implanté ZI du Ponteix - Avenue du Ponteix Secteur Laugerie Limoges Zone Sud 87000 Limoges. L'inspection a été annoncée le 06/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BÉTON VICAT
- ZI du Ponteix - Avenue du Ponteix Secteur Laugerie Limoges Zone Sud 87000 Limoges
- Code AIOT : 0006003990
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La centrale de fabrication de béton prêt à l'emploi exploitée par la société BÉTON VICAT est située avenue du Ponteix 87000 Limoges (Limoges Sud).

Cette installation est soumise à déclaration sous la rubrique n°2518-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « Installation de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé » et à l'arrêté ministériel du 26/11/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de béton prêt à l'emploi.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

### Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                      | Référence réglementaire                                   | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 4  | Mesures des retombées de poussières    | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 6.3 de l'annexe | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 9  | Contrôle des installations électriques | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.7 de l'annexe | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 6 mois                |
| 11 | Propreté des locaux                    | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.4 de l'annexe | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire                                    | Autre information |
|----|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Plan de la centrale à béton                          | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 1.4 de l'annexe  | Sans objet        |
| 2  | Consommation eau                                     | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.4 de l'annexe  | Sans objet        |
| 3  | Surveillance par l'exploitant des émissions sonores  | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 8.4 de l'annexe  | Sans objet        |
| 5  | Surveillance de l'exploitation                       | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.1 de l'annexe  | Sans objet        |
| 6  | Plan des stockages de produits dangereux             | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.5 de l'annexe  | Sans objet        |
| 7  | Intégration dans le paysage                          | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.2 de l'annexe  | Sans objet        |
| 8  | Accessibilité                                        | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.5 de l'annexe  | Sans objet        |
| 10 | Vérification des moyens de secours contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 4.2 de l'annexe  | Sans objet        |
| 12 | Contrôle sur les rejets aqueux                       | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.11 de l'annexe | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit apporter des éléments de régularisation pour être en conformité avec les prescriptions en vigueur.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan de la centrale à béton

|                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 1.4 de l'annexe                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan de la centrale à béton                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant établit et tient à jour les plans.                                                                                                                                         |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a communiqué un plan des réseaux enterrés qui matérialise le circuit de l'eau potable et des eaux pluviales ainsi qu'un plan du process de l'unité de production de la centrale à béton. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                               |

### N° 2 : Consommation eau

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.4 de l'annexe                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Consommation d'eau dans la production de béton                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Les eaux industrielles (effluents liquides résultant du fonctionnement et du nettoyage des installations de production) sont recyclées en fabrication. Le recyclage des autres effluents liquides est privilégié, notamment pour les eaux pluviales.<br>La quantité maximale d'eau consommée par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué est au plus de 350 l/m <sup>3</sup> , en moyenne mensuelle, à l'exclusion de l'eau utilisée pour l'arrosage des pistes ou des espaces verts.<br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification du respect de ce ratio.<br>Lorsque la consommation totale d'eau excède 10 000 m <sup>3</sup> /an, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées au cours du premier trimestre, la quantité totale consommée au cours de l'année précédente. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a présenté un tableau récapitulatif sur le suivi des prélèvements d'eau qui montre que le ratio de la quantité maximale d'eau consommée par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué ne dépasse pas le seuil de 350 l/m <sup>3</sup> en moyenne mensuelle.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

### N° 3 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 8.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant des émissions sonores                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant de contrôler la limite de niveau de bruit fixée en limite de propriété et d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les installations dont la capacité de malaxage est inférieure ou égale à 2,9 m<sup>3</sup> : au moins tous les trois ans ;</li><li>- pour les autres installations de fabrication de béton prêt à l'emploi : la fréquence des mesures est au minimum annuelle ;</li><li>- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, les mesures sont réalisées au minimum une fois tous les trois ans ;</li><li>- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures est de nouveau au minimum annuelle.</li></ul> <p>Pour les nouvelles installations, et quelle que soit la capacité de malaxage, la première campagne de mesures est réalisée dans les six mois suivant la mise en service.</p> <p>Nonobstant les dispositions du point 1-4, les documents relatifs aux deux dernières campagnes de mesures sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni un rapport de la dernière campagne de mesures de bruit réalisée en date du 20/03/2026 de 07h40 à 12h45 par le bureau d'étude CERIB qui montrent que les niveaux sonores sur les 4 points de mesures en limite de site en période diurne sont inférieurs au niveau fixé de jour par l'Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales. Concernant les émergences aux points de mesures, le bureau d'étude précise que le niveau de conformité n'est pas applicable en raison de l'absence de Zone à Émergence Réglementée (ZER) à proximité de l'établissement.</p> <p>Une ZER est définie comme le voisinage d'une habitation ou d'une zone constructible.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Si l'absence de ZER est confirmée : l'exploitant n'est pas soumis aux critères d'émergence (différence entre le bruit ambiant et le bruit résiduel).</li><li>• Si une ZER est identifiée (exemple : une maison isolée non prise en compte) : le rapport est alors incomplet par l'absence du calcul de l'émergence.</li></ul> <p>Une maison d'habitation individuelle est située au voisinage de la centrale. L'exploitant a indiqué que le code de l'urbanisme (PLU) n'autorise pas l'habitat à cet emplacement.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant que le prestataire chargé des mesures de bruit réalise également une mesure d'émergence au niveau de la maison d'habitation lors de la prochaine campagne de mesures soit au plus tard en 2029 afin d'obtenir un bilan acoustique complet prévu dans le cadre réglementaire.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 4 : Mesures des retombées de poussières

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 6.3 de l'annexe                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures des retombées de poussières                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant assure une surveillance des retombées des poussières.<br>Les mesures de retombées de poussières sont réalisées selon la méthode des plaquettes, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008.<br>Une campagne de mesure de retombées de poussières est réalisée une fois tous les deux ans, en période correspondant à la plus faible hygrométrie annuelle.                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a fourni un rapport d'une campagne de mesures de poussières réalisée en date du 23/03/2022 au 06/04/2022 par le bureau d'étude CERIB.<br>La valeur seuil retenue par le bureau d'étude est la valeur indicative de la norme allemande TA-Luft (350 mg/m <sup>2</sup> /jour).<br>3 points de mesures sont inférieurs à cette valeur seuil. En revanche, le point 4 (situé au nord/ouest) présente un empoussièrement élevé de 680 mg/m <sup>2</sup> /jour soit près du double du seuil indicatif. La proximité immédiate à environ 15 m avec les cases de stockage de granulats et la trémie est probablement la cause principale. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant doit communiquer le rapport de la dernière campagne de mesures des retombées des poussières réalisée en 2026 (selon les précisions de l'exploitant) et cette opération est à renouveler tous les 2 ans. Le cas échéant, les actions d'amélioration envisagées seront à préciser.                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

#### N° 5 : Surveillance de l'exploitation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.1 de l'annexe                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance de l'exploitation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.<br>Une procédure d'alerte est à sa disposition pour lui permettre de contacter rapidement le responsable d'intervention de l'établissement et les services d'incendie et de secours, en tant que de besoin. |
| <b>Constats :</b><br>Une procédure d'alerte est à la disposition du personnel sur site pour permettre de contacter rapidement le responsable d'intervention de l'établissement désigné et les services d'incendie et de secours, en tant que de besoin.                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                              |
|----------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |
|----------------------------------------------|

**N° 6 : Plan des stockages de produits dangereux**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.5 de l'annexe                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Plan des stockages de produits dangereux                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à jour un plan des stockages indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux stockés sur le site. Ce plan est daté et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a communiqué à l'Inspection un plan du local de stockages des produits adjuvants indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux stockés qui précise également la capacité du bac général de rétention situé au sol sous la grille.                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 7 : Intégration dans le paysage**

|                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.2 de l'annexe                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Intégration dans le paysage                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté, notamment la peinture des bâtiments, les plantations, l'engazonnement, etc. |
| <b>Constats :</b><br>Le site s'intègre convenablement dans l'espace environnant.                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                    |

**N° 8 : Accessibilité**

|                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.5 de l'annexe                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Accessibilité                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est accessible pour permettre l'intervention aisée des services d'incendie et de secours, et notamment la circulation des engins de secours. |
| <b>Constats :</b><br>Les voies de circulation du site sont accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                   |

**N° 9 : Contrôle des installations électriques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.7 de l'annexe                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a transmis le dernier rapport de contrôle des installations électriques réalisé par un organisme Bureau Veritas en date du 23/12/2025 qui montre un défaut de la boîte de dérivation sur le silo (face à la porte du local technique) qui reste à fixer.<br>L'exploitant a communiqué un bon de commande afin de pouvoir lever cet écart. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant fournira à l'Inspection le prochain rapport de contrôle annuel des installations électriques réalisé par l'organisme agréé afin de lever cette non-conformité.                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 10 : Vérification des moyens de secours contre l'incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 4.2 de l'annexe                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des moyens de secours contre l'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, régulièrement éprouvés et en bon état de fonctionnement, notamment d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.<br>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a communiqué à l'Inspection le dernier rapport d'intervention et de maintenance des extincteurs réalisé par la société NOE SÉCURITÉ en date du 20/03/2025.                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant fournira à l'Inspection le rapport d'intervention et de maintenance des extincteurs réalisé en 2026.                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |